



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Boycott de la COP25 tant que le gouvernement chilien brutalise le peuple

Question écrite n° 24093

Texte de la question

M. Adrien Quatennens alerte M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères sur la situation politique au Chili. À date du mardi 22 octobre 2019, 4 morts, victimes des tirs des forces de l'ordre et 11 morts, victimes d'incendies étaient dénombrés. Les autorités annonçaient officiellement 239 civils ainsi qu'une cinquantaine de policiers et militaires blessés. Elles signalaient aussi 2 643 arrestations. Au total, 84 blessés l'ont été par armes à feu, selon l'Institut national des droits humains (INDH), organisme public indépendant. Alors que les manifestations se poursuivaient mardi, avec des milliers de personnes rassemblés dans plusieurs endroits de la capitale, les 7,5 millions d'habitants de Santiago devaient passer une quatrième nuit sous couvre-feu. Cette situation n'est pas seulement due à l'augmentation du ticket de métro mais à 30 ans de politiques libérales destructrices, creusant toujours plus les inégalités entre les Chiliens. Cette colère sociale est bien connue en France. La réponse brutale du Gouvernement français aux mobilisations sociales et écologiques a montré la voie. « Si même le gouvernement du pays des droits de l'Homme brutalise les manifestants, sentons-nous libres de les réprimer durement » se disent sans doute les membres du gouvernement chilien. Aussi, il l'appelle à suspendre la participation de la France à la prochaine COP25 organisée Santiago en décembre 2019, tant que les violences subies par le peuple chilien ne cesseront pas.

Texte de la réponse

La France est très sensible à la crise que traverse le Chili, un de ses plus étroits partenaires en Amérique latine et un ami de longue date, avec lequel elle entretient des liens historiques et une mémoire partagée issue de l'accueil de nombreux Chiliens par la France pendant la dictature. Les manifestations, effectivement violentes, qui se déroulent dans le pays depuis plusieurs semaines, rassemblent toutes les composantes de la société chilienne et semblent traduire un malaise social profond. L'Union européenne, le 30 octobre dernier par la voix du porte-parole du service d'action extérieure, a regretté toutes les violences au Chili et déploré le nombre beaucoup trop élevé de victimes. La France compte sur le gouvernement chilien pour procéder aux enquêtes appropriées. Elle relève que le ministère public chilien instruit actuellement plus d'un millier d'affaires liées aux violences des dernières semaines, et que le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme et plusieurs organisations non gouvernementales (ONG) mènent également des enquêtes à l'invitation des autorités chiliennes. Cette coopération entre les autorités, la société civile et le Haut-Commissariat aux droits de l'Homme doit se poursuivre et faire la lumière sur d'éventuels abus ou exactions. Le Président Piñera a annoncé que des réformes en faveur de davantage de justice sociale seraient engagées et qu'une révision constitutionnelle était à l'ordre du jour. La France salue la signature par la quasi-totalité des partis politiques d'un accord prévoyant l'organisation d'un référendum et, s'il est positif, l'ouverture d'une Convention constituante. Ces annonces sont de nature à répondre aux aspirations de la société chilienne. Les autorités chiliennes ont annulé la tenue à Santiago de la COP25, qui se tient à Madrid du 2 au 13 décembre 2019, mais toujours sous présidence chilienne. Le Chili s'est beaucoup impliqué dans l'organisation de cette COP à la suite de la défection du Brésil, et partage les objectifs de la France en matière de rehaussement de l'ambition collective. Au vu des enjeux climatiques de long terme et du caractère capital de ces rendez-vous, il ne paraît pas approprié

de faire un lien entre la situation de crise que vit actuellement le Chili et la participation de la France à ce sommet.

Données clés

Auteur : [M. Adrien Quatennens](#)

Circonscription : Nord (1^{re} circonscription) - La France insoumise

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 24093

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : [Europe et affaires étrangères](#)

Ministère attributaire : [Europe et affaires étrangères](#)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [29 octobre 2019](#), page 9533

Réponse publiée au JO le : [10 décembre 2019](#), page 10758